Une élite d'ancien régime : les grands négociants nantais dans la tourmente révolutionnaire (1780-1793)

*An Old Regime elite: the “grands négociants” in the Revolutionary tumult
(1780-1793)*

Laure Pineau-Defois

Édition électronique

URL : <https://journals.openedition.org/ahrf/11481>

DOI : 10.4000/ahrf.11481

ISSN : 1952-403X

Éditeur :

Armand Colin, Société des études robespierristes

Édition imprimée

Date de publication : 1 janvier 2010

Pagination : 97-118

ISSN : 0003-4436

Référence électronique

Laure Pineau-Defois, « Une élite d'ancien régime : les grands négociants nantais dans la tourmente révolutionnaire (1780-1793) », *Annales historiques de la Révolution française* [En ligne], 359 | janvier-mars 2010, mis en ligne le 01 mars 2013, consulté le 23 avril 2022. URL : <http://journals.openedition.org/ahrf/11481> ; DOI : <https://doi.org/10.4000/ahrf.11481>

UNE ÉLITE D'ANCIEN RÉGIME : LES GRANDS NÉGOCIANTS NANTAIS DANS LA TOURMENTE RÉVOLUTIONNAIRE (1780-1793)¹

Laure PINEAU-DEFOIS

L'essor que connaissent les grands ports au cours du XVIII^e siècle favorise la montée en puissance de la bourgeoisie négociante, dont la faction la plus riche vient renouveler profondément la noblesse. Grâce au développement économique, les hommes du commerce nantais occupent une place de plus en plus stratégique au sein du royaume. Les débuts de la Révolution leur offrent l'opportunité de faire valoir leur puissance économique en politique.

Mots-clés : négociants, Nantes, anoblissement, mérite, modèle social, pouvoir, Ancien Régime, Révolution.

Résultant d'un processus d'accumulation de capitaux amorcé depuis plusieurs décennies, la richesse des négociants des cités portuaires s'accroît jusqu'à leur permettre de figurer parmi les élites de leur ville et du royaume. Effectivement, ces derniers évoluent « dans une société qui, bien que définie selon d'autres critères de hiérarchisation, reconn[aît] néanmoins désormais, implicitement, l'argent comme un de ses critères de classement »². Mais si cette richesse est une condition nécessaire à l'intégration à l'élite, elle n'est pas encore une condition suffisante :

(1) Les exemples des grands négociants nantais utilisés dans le cadre de cette étude sont issus de notre travail de thèse, voir Laure PINEAU-DEFOIS, *Les grands négociants nantais du dernier tiers du XVIII^e siècle. Capital hérité et esprit d'entreprise (fin XVII^e – début XIX^e siècles)*, thèse de doctorat en histoire, Université de Nantes, 2008, dactyl.

(2) André LESPAGNOL, *Messieurs de Saint-Malo, une élite négociante au temps de Louis XIV*, Saint-Malo, l'Ancre de Marine, 1990, p. 733.

l'acquisition du statut juridique noble constitue le dernier barrage à franchir pour accéder pleinement à l'élite sociale de l'Ancien Régime. La monarchie cherche sans conteste à attirer la noblesse fortunée dans les activités commerciales pour étendre la suprématie de la France dans le monde – d'où l'édit de 1701 qui fait du commerce en gros une activité non dérogeante³ – et également la bourgeoisie des ports, qui grâce aux activités commerciales possède de l'argent. L'achat des lettres de noblesse permet alors à cette dernière d'acquérir la dignité suprême que la fortune seule ne peut lui donner. La monarchie souhaite en définitive créer « une noblesse commerçante » qui unirait le prestige et les privilèges de la noblesse aux activités lucratives de la bourgeoisie commerçante⁴. En effet, le commerce étant le meilleur moyen de développer la puissance de l'État, celui-ci se doit de mettre toutes les chances de son côté pour parvenir à maintenir une activité commerciale conséquente. L'anoblissement représente ainsi un instrument politique et financier dans les mains du roi.

Profitant du système, les négociants, pour la plupart issus de la bourgeoisie, acquièrent en masse des offices ou bien reçoivent les lettres d'anoblissement sans complexe. Le statut noble dont ils bénéficient leur permet de garder intacte la fortune familiale en leur offrant la possibilité de transmettre la majorité du patrimoine à l'aîné des enfants, grâce au partage noble notamment⁵. Malgré un changement de statut social, incontestable sur le plan juridique, les grands négociants nantais restent néanmoins résolument ouverts aux idées nouvelles de leur ancien ordre, comme en témoigne leur participation aux sociétés de lecture et autres loges maçonniques. Au début de la Révolution, les hommes de l'élite du commerce, surtout les anoblis de la fin du XVIII^e siècle, ne partagent aucunement les idées conservatrices des grands officiers royaux comme les parlementaires⁶. Ils correspondent finalement à un groupe social hybride –

(3) La dérogeance : perte des prérogatives nobiliaires par l'exercice d'activités interdites aux nobles, en particulier le prêt à intérêt, le commerce de détail ou l'artisanat.

(4) Guy RICHARD, *La noblesse d'affaires au XVIII^e siècle*, Paris, Armand Colin, 1997, p. 43.

(5) Le préciput, soit le partage noble proprement dit, est fixé par l'article 541 de la coutume de Bretagne. Il constitue un article fondamental du droit d'aînesse breton, qui désigne le « hors part ». En effet, il revient automatiquement à l'aîné la maison principale. Mais l'essentiel de ce droit d'aînesse se trouve également dans le partage des 2/3 à l'aîné et du 1/3 restant aux cadets, tandis que l'article 548 ordonne le partage égal de toutes les terres et biens roturiers, Jean MEYER, *La noblesse bretonne au XVIII^e siècle*, Paris, 1966, p. 113.

(6) La grande noblesse par contre, même si elle reste en majorité terrienne, s'ouvre également au corps industriel. Toute une partie est effectivement entrée dans les mines, la métallurgie, ce qui favorise son ouverture sociale et politique, Guy CHAUSSINAND-NOGARET, *La noblesse au XVIII^e siècle : de la féodalité aux Lumières*, Bruxelles, Éditions Complexe, 1990.

ils sont d'ailleurs qualifiés par Jean Meyer de « métis sociaux »⁷ –, groupe qui ne trouve pas sa place dans la traditionnelle société d'ordres de l'Ancien Régime. Les grands négociants enragent de ne pas disposer d'un prestige social à la mesure de leur engagement dans la vie économique du pays. C'est pourquoi ils soutiennent avec ferveur l'idée de la Révolution en marche, et plus précisément de la révolution du pouvoir emmenée par les bourgeois.

De l'affirmation sociale à la volonté d'intégrer les élites nobiliaires à la fin de l'Ancien Régime (jusqu'en 1789)

La multiplicité des affaires commerciales induit un important maniement de capitaux. La richesse, inhérente à la nature multiforme de leur activité professionnelle, devient donc le premier des critères pour caractériser et différencier les négociants des autres marchands. Ces derniers s'affirment au XVIII^e siècle comme une élite urbaine avec laquelle il est désormais nécessaire de compter.

Parmi l'ensemble des négociants, il se dégage un sous-groupe comprenant les plus influents, les plus riches : l'élite de cette catégorie socioprofessionnelle. Toutefois, ces élites portuaires sont des élites bourgeoises, et donc issues du tiers état. Or les logiques de distinctions sociales sont perceptibles au sein de la société d'Ancien Régime ; et pour la période moderne, l'assimilation est presque complète entre élite et noblesse. « Certes une extension de la notion se manifeste très tôt en direction des sociétés urbaines avec notamment la notion d'élite bourgeoise mais dans l'ensemble, une conception restrictive domine à l'époque moderne, ou plus exactement, la conception qui domine correspond à ce que représente la noblesse dans la société du temps »⁸. En conséquence, les négociants, ayant conscience de la place prépondérante qu'ils tiennent dans la cité par leur fortune, leur travail ou leurs responsabilités, cherchent l'intégration à la noblesse, référence de la réussite sociale⁹. Cette élite joue le

(7) Jean MEYER, *op. cit.*, p. 367.

(8) Jean DUMA, « À propos des élites : approche historiographique », *Cahiers d'histoire*, n° 73, dossier sur les élites, article en ligne, http://www.espaces-marx.eu.org/CahiersdHistoire/Cahiers-73/73_Duma.html

(9) « Il y a un englobement régulier de ces élites nouvelles et atypiques dans les modèles dominants de la notabilité nobiliaire et foncière », Philippe JARNoux, « Horizons maritimes : les bourgeoisies urbaines en Bretagne sous l'Ancien Régime. Enclavements et ouvertures », dans Frédérique PITOU (dir.), *Élites et notables XVI^e – XX^e siècle : entre conservatisme et modernité*, Rennes, PUR, 2003, p. 261.

rôle de modèle, or le modèle social est de plus en plus confus. Alors que le modèle ancien est basé sur un classement par état, un nouveau émerge, ordonné cette fois-ci sur le niveau de richesse. Ce dernier modèle se renforce tout au long de la période moderne et vient perturber le modèle social traditionnel¹⁰.

Tous les négociants ne sont pas anoblis, seulement les plus riches ou les plus méritants : en 1789 à Nantes, sur un total de 398 négociants, 105 sont nobles¹¹. Finalement, selon Maurice Quénet, le portrait type du grand négociant de la seconde moitié du XVIII^e siècle est le suivant : il est riche, il conclut des unions qui affermissent sa position, et surtout, il est noble¹². « 200 livres de capitation, soit une fortune d'un demi million de livres constitue d'une certaine manière l'impôt d'accès au club des grandes fortunes négociantes »¹³. Pourquoi rechercher l'anoblissement ? Pour acquérir une considération que la fortune seule ne saurait procurer au sein de la société d'ordre d'Ancien Régime. Le second ordre est le premier des ordres par l'étendue de ses privilèges. Or le statut d'élite des négociants est uniquement avalisé par leur puissance économique ; il leur faut maintenant un véritable statut social. Et au sein de la société d'Ancien Régime, cela revient à acquérir la noblesse. Dans la société d'Ancien Régime, il n'est pas incompatible de figurer comme une nouvelle élite moderne pré-capitaliste et de vouloir du même coup intégrer le sommet d'une structure sociale basée sur une hiérarchie traditionnelle et coutumière.

Au cœur même du groupe des négociants, nous trouvons des différences. Certains sont agrégés à la noblesse tandis que d'autres demeurent des bourgeois. Comme les limites de la bourgeoisie sont difficiles à établir, nous pouvons entrevoir toute la complexité d'une tentative de définition de ce groupe social¹⁴. Malgré ces diversités de statut, le groupe reste

(10) Les travaux d'Arlette Jouanna ou d'Ellery Schalk, insistent sur les mutations qui se manifestent entre le XVI^e et le XVIII^e siècle dans la définition et la conception de la noblesse. Pour ces derniers, on assiste à une remise en cause des définitions et des modèles sociaux dès le XVII^e siècle, voir Arlette JOUANNA, *Ordre social, mythes et hiérarchies dans la France du XVI^e siècle*, Paris, Hachette, 1977 ; Ellery SCHALK, *L'épée et le sang. Une histoire du concept de noblesse (vers 1500-1650)*, Paris, Éditions Champ Vallon, 1996 (traduit de l'Anglais : *From Valor to Pedigree : Ideas of Nobility in France in the Sixteenth and Seventeenth Centuries*, Princeton, 1986).

(11) Guy RICHARD, *op. cit.*, p. 53.

(12) Maurice QUÉNET, *Le Général du Commerce de Nantes : essai sur les institutions corporatives coutumières des négociants au XVIII^e siècle*, Thèse pour le doctorat en droit, Université de Nantes, 1973, p. 110.

(13) Gérard LE BOUËDEC, *Activités maritimes et sociétés littorales de l'Europe atlantique*, Paris, Armand Colin, 1997, p. 304.

(14) Il est vrai que la définition de la bourgeoisie est assez malaisée tant les limites, inférieures et supérieures, de ce groupe sont floues. Adeline Daumard l'exprime fort bien pour les XIX^e

néanmoins relativement homogène. Il est important pour lui de maintenir une certaine cohésion pour garder sa place, notamment comme contre-pouvoir face à l'État. Le statut social de ces anoblis du second XVIII^e siècle reste original. Il oscille entre appartenance à une élite traditionnelle et un désir de modernité incarné par leurs valeurs et leur implication dans l'économie de la cité. Philippe Jarnoux comptabilise 50 familles anoblies à Rennes dans les cent années précédant la Révolution. Parmi ces 50 familles, il n'en compte pas plus d'une douzaine qui soient complètement intégrées à la noblesse en 1789 : ce sont les plus anciennement anoblies, celles qui ont acquis des offices à la fin du XVII^e et au début du XVIII^e siècle. « Pour les autres la situation est variable. Ceux qui ont entamé le processus d'anoblissement après 1750 paraissent encore plus bourgeois que nobles »¹⁵.

Les deux modèles coexistent et les acteurs peuvent puiser dans l'un et l'autre, jouant même de leurs contradictions. C'est le résultat de la tension entre le fait juridique garanti par le roi et l'ancien mode par agrégation taiseable : le regard des autres. Mais cela est devenu plus complexe au XVIII^e siècle, parce que le regard des autres se brouille, parce que les comportements de l'ancienne noblesse se diversifient¹⁶.

La voie « vénale » constitue la voie essentielle d'accès au statut juridique noble pour les négociants des cités portuaires, ce qui est un constat valable aussi bien pour les Malouins¹⁷ que pour les Nantais¹⁸. En règle générale, ce sont d'ailleurs globalement toutes les élites urbaines des villes du royaume qui se trouvent tentées par l'anoblissement par office¹⁹. Ce type d'anoblissement procure en effet une noblesse complète et immédiate, transmissible et pourvue de tous les privilèges habituels.

et XX^e siècles, mais son analyse est tout à fait valable pour le XVIII^e siècle : « La bourgeoisie, contrairement à d'autres groupes sociaux qui peuvent être dénombrés avec précision grâce à des caractères de type institutionnel, professionnel ou autres, est un groupe qu'on ne peut définir sauf à admettre un postulat, par essence indémontré et indémontrable » ; Adeline DAUMARD, *Les bourgeois et la bourgeoisie en France depuis 1815*, Paris, Flammarion, 1990, p. 11.

(15) Philippe JARNOUX, *Les bourgeois et la terre. Fortunes et stratégies foncières à Rennes au XVIII^e siècle*, Rennes, PUR, 1996, p. 71.

(16) Laurent BOURQUIN, *La noblesse dans la France moderne. XVI^e-XVIII^e siècles*, Paris, Belin, 2002.

(17) André LESPAGNOL, *op. cit.*, p. 757.

(18) Les lettres de noblesse sont distribuées de façon parcimonieuse dans le milieu du négoce. Sur l'ensemble du XVIII^e siècle en France, Jean Meyer ne totalise que 11 cas d'anoblissement pour le mérite commercial, Jean MEYER, *op. cit.*, p. 234.

(19) François CAILLOU, « Ville, patriciat urbain et anoblissement : les officiers supérieurs du bureau des finances de Tours à la fin de l'Ancien Régime », dans Claude-Isabelle BRELOT, *Noblesses et villes (1780-1950)*, Tours, éd. de la Maison des sciences de la ville, 1995, p. 309-318.

L'anoblissement par charges peut être multiforme avant la Révolution française. Tout d'abord la noblesse de cloche ou municipale est la plus ancienne forme d'anoblissement par charges et elle n'existe qu'au profit de seize villes du royaume, dont Nantes²⁰. En effet le maire de la cité ligérienne est anobli au 1^{er} degré – c'est-à-dire que la noblesse est transmissible dès la première génération – de 1560 à 1789²¹. Ensuite la noblesse commensale – les officiers de la cour, maison du roi et maisons royales – est également un moyen d'anoblissement au 1^{er} degré. La fonction militaire représente quant à elle un troisième mode d'accès au second ordre²². Mais ce sont sur les deux derniers modes d'accession à la noblesse par charges, la noblesse d'offices, ou noblesse de robe, et la noblesse de chancellerie, que les négociants jettent leur dévolu. La noblesse de robe attire cependant beaucoup moins les négociants que celle de chancellerie. En effet, les offices de justice financière comme ceux de la chambre des comptes – la judicature est verrouillée au parlement de Bretagne par l'ancienne noblesse – constituent de véritables charges avec des fonctions réelles. Bien plus qu'un moyen d'accès au second ordre, ils représentent alors un choix de carrière, qui nécessite de rompre avec une activité liée à la marchandise. Or si les négociants nantais souhaitent acquérir la noblesse, on s'aperçoit qu'ils ne désirent en aucun cas délaisser leur activité professionnelle. À l'acquisition d'offices de justice et de finances, les négociants préfèrent donc l'achat de « lettres de chancellerie », autrement dit l'achat d'offices auprès de la Grande chancellerie ou auprès des chancelleries des diverses cours souveraines, comme les parlements. Ce sont vers ces derniers que les négociants se tournent en majorité. Ils acquièrent des charges de conseillers-secrétaires du roi, car elles n'exigent pas de travail ni de compétences spécifiques, mais elles confèrent néanmoins la noblesse dès l'entrée en charge et un statut qui est transmissible aux héritiers après vingt ans d'exercice, c'est-à-dire

(20) Les corps de ville bénéficiant d'anoblissement sont : Angers, Angoulême, Arras, Bourges, Cognac, Issoudun, La Rochelle, Le Mans, Lyon, Nantes, Niort, Paris, Poitiers, Saint-Jean-d'Angély, Toulouse et Tours. François BLUCHE et Pierre DURYE, *L'anoblissement par charges avant 1789*, Les Cahiers nobles n° 23, t. 1, 1962, p. 25.

(21) Avant l'arrêt du 20 juin 1669, la noblesse était également acquise au sous-maire, à l'échevin, au procureur et au greffier de la ville. À partir de cette date, l'anoblissement est réduit au maire seul.

(22) Au milieu du XVIII^e siècle, les lieutenants et maréchaux des armées du roi obtiennent la noblesse au 1^{er} degré, tandis que les brigadiers, colonels, majors et capitaines ont une noblesse graduelle au 3^e degré – la notion de noblesse graduelle implique une nécessité de remplir sa fonction pendant au minimum vingt ans.

une noblesse directe²³. Ces offices, appelés ironiquement « savonnettes à vilain », restent effectivement accessibles et permettent à son acquéreur de laver sa roture²⁴.

Le plus important des négociants nantais à la veille de la Révolution, Guillaume Bouteiller père, achète une charge de secrétaire près le parlement de Rouen le 6 juillet 1743, auprès de la veuve d'écuyer Claude Vincent, de Saint-Malo. L'acte est d'ailleurs enregistré chez le notaire malouin Pitot²⁵. Cet achat intervient alors que sa carrière est lancée et qu'il s'affirme comme l'un des négriers incontournables de la place nantaise. Après sa mort, son fils Guillaume II vend l'office à Michel Mabilie, son neveu, capitaine d'une compagnie garde-côte, pour 54 000 livres le 8 mars 1763²⁶. La mise en vente de l'office dès le décès du père – rappelons qu'il meurt en 1762 – nous permet d'affirmer que la possession du titre n'est pas réellement recherchée, car seule la dignité acquise compte. La vente de l'office intervient lors du règlement de la succession de Guillaume I, ainsi le bénéfice de cette vente vient-il s'ajouter à l'ensemble des biens meubles et immeubles que les héritiers ont à se partager. « Les trois frères et sœurs germains [Guillaume, Marie veuve Mabilie et Françoise veuve Berthrand de Cœuvres] seuls enfants et uniques héritiers de feu Guillaume Bouteiller [...] ont pour eux, les leurs, hoirs, successeurs et ayant cause, vendu, cédé et transporté [...] l'office de conseiller secrétaire du roi ». Néanmoins, la charge reste malgré tout dans la famille puisque l'acquéreur n'est autre que le petit-fils de Guillaume I Bouteiller, le fils de Marie.

L'anoblissement peut également être obtenu par lettres de noblesse. Il s'agit ici de la voie royale d'anoblissement, car l'obtention de ces lettres est gratuite et est conçue comme une marque de faveur, une récompense éminente que le roi accorde à ceux qu'il veut honorer avec éclat. La lettre de noblesse accordée en 1777 à Louis Drouin, autre acteur majeur de la place commerciale nantaise, se situe dans l'évolution qui est en train de

(23) La noblesse est également acquise en cas de mort en charge. François BLUCHE et Pierre DURYE, *op. cit.*, t. 2, p. 6.

(24) « Bien qu'il y ait plusieurs moyens pour parvenir à la noblesse, on peut dire qu'il n'y en a point de si considérable que celui de la charge de secrétaire du roi maison couronne de France. Ceux qui en sont pourvus reçoivent par la puissance souveraine de nos rois le caractère d'une noblesse de race ». Gilles André DE LA ROQUE, *Traité de la noblesse*, 1678, p. 149. Cité par *Ibid.*

(25) Jean MEYER, *op. cit.*, p. 243.

(26) AD Loire-Atlantique, 4 E2/529, notaire Coiscaud, acte du 8 mars 1763, traité de l'office de conseiller secrétaire du roi maison couronne de France vendu par écuyer Guillaume Bouteiller et consorts à noble homme Michel Mabilie.

s'opérer tranquillement au sein même de la royauté et qui montre le changement par rapport aux pensées plus mercantiles de Louis XIV dont le dessein était d'attirer les grosses fortunes en leur accordant la protection de la royauté en échange de l'achat des lettres de noblesse. Louis Drouin est l'un des seuls négociants nantais à bénéficier d'un anoblissement par lettres de mérite. Cette distinction intervient après que son épouse en eût formulé la demande auprès du roi : « La protection que vous voulez bien accorder à tous les sujets fidèles et très serviteurs de leur roi, m'encourage à vous supplier d'être favorable à mon mari pour lui faire obtenir les lettres de noblesse »²⁷. Cette notion de protection est très importante pour les négociants, car conscients de leur rôle, ils attendent de l'État qu'il protège leur développement économique²⁸. Madame Drouin insiste sur le fait que son époux a servi durant sa jeunesse sur des vaisseaux armés en guerre, qu'il a demeuré durant quatorze années à Saint-Domingue où il s'est fait distinguer par les chefs, « qui l'ont honoré d'un brevet de capitaine d'artillerie milice et de commandant dans le quartier qu'il habitait » ; et que revenu à Nantes à partir de 1763, il s'est livré entièrement à son négoce sans jamais négliger aucune occasion « de signaler son amour pour son roi et sa patrie ». Madame Drouin met également en avant le fait que son époux n'a jamais voulu chercher à acheter une charge, parce qu'il désirait mériter sa noblesse en acquérant l'estime. Elle informe que le père de Louis Drouin, René, était empreint des mêmes sentiments²⁹.

Sa demande est exaucée dès le mois d'août 1777 : Louis Drouin reçoit les lettres de noblesse de la part du roi Louis XVI. La forme de cette lettre, même si elle demeure classique, contient néanmoins un certain nombre d'éléments intéressants³⁰. Tout d'abord les mérites des hommes du commerce sont vantés : « Nous regardons le commerce comme un état

(27) CAOM (Centre des Archives d'Outre Mer), E 139, fonds du personnel colonial ancien, lettre de M^{me} Drouin à de Sartine, ministre de la Marine, qui demande des lettres de noblesse en faveur de son mari, Louis Drouin, ancien capitaine d'artillerie des milices de Saint-Marc à Saint-Domingue, puis négociant à Nantes. Le 3 juillet 1777.

(28) Les familles marchandes « dialoguent » avec l'État dont elles attendent protection ou neutralité. C'est pourquoi au sein des familles négociantes, les postes politiques, administratifs ou judiciaires sont également prisés : le but est de se rapprocher de l'État pour protéger son développement économique. Laurence FONTAINE, « Le rôle économique de la parenté », *Annales de démographie historique*, 1995, n° spécial sur « les réseaux de parenté », p. 6.

(29) CAOM, E 139, « Parce qu'il voulait la mériter en acquérant l'estime et l'approbation de tous les honnêtes gens, ce sont les sentiments que son père a emportés de tous ceux qui l'ont connu ».

(30) AD Loire-Atlantique, B 107, chambre des Comptes, livre des mandements royaux : lettre de noblesse en faveur du sieur Louis Drouin, négociant à Nantes.

distingué de notre royaume ». Le roi admet que les négociants exercent une activité qui est « une des principales causes qui rendent [le royaume] florissant ». Nous constatons ensuite que la notabilité locale constitue également un facteur anoblissant. Le roi est prêt à honorer des roturiers, mais pas n'importe lesquels. Les hommes du commerce apparaissent comme les nouveaux personnages influents du royaume. Les négociants représentent un pouvoir fort dans la ville, ils sont constitués en un groupe organisé, ils sont unis et ont créé des institutions corporatives, pour mieux défendre leurs intérêts³¹. Louis Drouin fait partie des membres les plus actifs et sollicités du Général du Commerce de Nantes. Son mérite vient également du fait qu'il est élu par les membres du commerce nantais pour se rendre à Versailles en 1775, auprès de Sartine, ministre et secrétaire d'État au département de la Marine, « qui lui a fait l'honneur de l'admettre aux conférences ».

Pour les anoblis de mérite, quelle que soit la valeur des raisons invoquées, il ne s'agit que de considérations secondaires, qui normalement se surajoutent aux services réellement rendus. En fait, en attribuant des lettres de noblesse pour mérite, la royauté remercie avant tout pour les services rendus : « Des services aussi distingués nous ont déterminés à répandre sur [Louis Drouin] des titres d'honneur ».

Une notion de mérite en construction ou l'élargissement progressif du contour du second ordre avant la Révolution

La récompense d'un mérite est toujours sous-jacente dans les formules des lettres de noblesse que les rois de France accordent depuis des siècles aux officiers roturiers. La valeur individuelle au combat et la fidélité envers le monarque sont exaltées pour justifier la faveur accordée. Mais ces qualités sont toujours identifiées à un pur don de Dieu que le souverain entérine par l'anoblissement. L'accès au second ordre dépend normalement d'une image issue de l'ancienne chevalerie, y compris dans le cas des négociants, dont les lettres de noblesse détaillent souvent l'aide qu'ils ont fournie au roi pendant les guerres. Ainsi, même si le roi reconnaît de plus en plus le mérite personnel des anoblis, le vocabulaire militaire imprègne jusqu'à la

(31) Ces institutions corporatives sont coutumières à Nantes, c'est-à-dire qu'elles sont établies sans la sanction du pouvoir royal. En effet, l'arrêt du conseil de 1701 visant à former une chambre du commerce ne sera jamais appliqué à Nantes. Les Nantais, se méfiant du pouvoir central, ne veulent pas de la tutelle d'un intendant royal sur leur commerce. Il n'y a donc pas de chambre du commerce, mais malgré cette absence, les institutions mises en place gardent un caractère corporatif.

fin de l'Ancien Régime les lettres d'anoblissement comme si les contours du second ordre n'avaient pas été modifiés depuis des siècles. Cette persistance des valeurs traditionnelles est tout à fait visible dans la lettre de noblesse accordée à Louis Drouin. Celle-ci détaille l'aide que Louis Drouin a fournie au roi pendant les guerres : « Son zèle pour le bien de notre État le porta dès l'âge de 21 ans à faire la guerre contre nos ennemis ». Mais aussi, alors que le roi l'anoblit pour les bienfaits que son commerce procure à l'État, il n'oublie pas de signaler qu'à Saint-Domingue, Louis Drouin a également rempli des fonctions militaires : « Ses chefs l'honorèrent d'un brevet de capitaine d'artillerie milice et de commandant des trois batteries de Saint Marc ». Les idéaux chevaleresques se retrouvent également dans cette importance accordée au lignage : « Issu d'une famille aussi honnête que distinguée ». L'origine de la noblesse n'est pas qu'une affaire individuelle, mais le résultat d'une geste familiale qui pousse les hommes à surpasser leurs aïeux. L'importance accordée à la généalogie, au prestige familial est aussi l'une des représentations majeures de la noblesse. Les nobles ne doivent pas seulement soutenir leur réputation : leurs actes doivent aussi être conformes à ceux de leurs ancêtres, attachés à la gloire de leur lignage et à la réputation de leur famille.

En insistant sur la valeur militaire et l'importance du lignage des hommes qu'elle anoblit, il semblerait que la royauté cherche à inscrire son choix dans la tradition, fondatrice de la légitimité de l'appartenance au second ordre.

Pourtant, le nombre, le contenu de ces lettres et l'identité des destinataires changent sensiblement à partir des années 1740-1760, traduisant un intérêt nouveau porté à la notion de mérite : un mérite dégagé de toute référence religieuse, propre à des qualités humaines singulières que le roi de France entend reconnaître. Entre 1712 et 1787, 476 lettres sont enregistrées ; 167 le sont avant 1760 et 309 ensuite. On assiste à une nette accélération de l'anoblissement³². Cependant, c'est dans la nature de ces anoblissements que l'on observe un réel changement par rapport au passé : des peintres, des musiciens, des érudits profitent aussi de l'anoblissement par lettres. Louis XV et Louis XVI ne cherchent plus à se poser comme des mécènes récompensant des hommes qui ont su leur plaire. Ils préfèrent distinguer des roturiers liés au bien public, aux progrès qu'ils ont permis d'accomplir dans leurs domaines respectifs, pour le profit du royaume tout entier. Les lettres insistent sur le « zèle », le « talent », le

(32) Laurent BOURQUIN, *op. cit.*, p. 112.

mérite qui naît des qualités personnelles », de sorte que leurs actions les mettent au rang de nobles. Les négociants anoblis de la première moitié du XVIII^e siècle le sont rarement pour leur seule activité économique, alors que l'anoblissement pour des raisons économiques est plus fréquent par la suite³³. C'est en effet au cours de la seconde moitié du XVIII^e siècle que les contours de la valeur et la définition du mérite s'étendent à de nouveaux domaines, en particulier à celui du négoce. Cette question de l'anoblissement des négociants devient réellement un sujet de débats passionnés en 1756 quand l'abbé Coyer publie *La noblesse commerçante*, un ouvrage dans lequel il essaie non seulement de convaincre les nobles qu'ils doivent pratiquer le commerce pour s'enrichir, mais aussi d'inciter le pouvoir royal à anoblir les négociants. Pour lui ces deux mesures sont indissociables et complémentaires, car elles doivent aboutir à drainer des capitaux vers le commerce et à faire prospérer le pays³⁴. Les négociants sont ainsi assimilés à des bienfaiteurs de l'État car ils lui apportent l'argent et la puissance. Ils méritent la noblesse car ils défendent le pays, non pas par la force comme les *bellatores* du Moyen Âge, mais par l'argent et le pouvoir.

C'est ainsi que les anoblis de la seconde moitié du XVIII^e siècle se distinguent nettement de leurs prédécesseurs et cela explique l'hétérogénéité des attitudes de la noblesse face à la Révolution. Les négociants nantais fraîchement anoblis sont favorables aux idées bourgeoises.

La noblesse n'est pas une fin en soi pour le négociant de l'élite nantaise à la fin de l'Ancien Régime. Elle représente juste un moyen de concrétiser un désir de supériorité sociale. Il ne vit pas en rentier : son rôle économique reste prédominant. Les achats fonciers auxquels il procède sont en général strictement urbains et l'acquisition d'une propriété terrienne représente le stade ultime de l'ascension sociale, elle consacre la réussite. Dans le cas de l'élite négociante du dernier tiers du XVIII^e siècle à Nantes, cela ne présage aucunement d'un désir de quitter le commerce. Pour Olivier Pétré-Grenouilleau, la culture mercantile garde une autonomie forte à la veille de la Révolution, malgré l'attraction qu'exerce la culture nobiliaire³⁵. En effet, le modèle négociant est un modèle à part qui

(33) Jean MEYER, *op. cit.*, p. 384. « Dans la seconde moitié du siècle, au contraire, un Le Termellier, un Drouin, un Paimparay, sont uniquement négociants. Leur rôle politique est faible, la plupart se contente d'un poste d'échevin », et encore Louis Drouin va même jusqu'à le refuser. Quatre négociants nantais sont anoblis par lettres de mérite sous le règne de Louis XVI : Drouin et Thiercelin en 1777, Paimparay en 1785 et Le Termellier en 1786.

(34) Abbé COYER, *La noblesse commerçante*, Londres, Paris, chez Duchesne, 1756.

(35) Olivier PÉTRÉ-GRENOUILLEAU, *L'argent de la traite : milieu négrier, capitalisme et développement : un modèle*, Paris, Aubier, 1996, p. 114-121.

englobe des valeurs bourgeoises – comme la valeur sociale de l'argent, l'épargne pour réinvestir, le travail, la mobilité sociale dans la recherche de l'ascension – et des valeurs nobles – comme la priorité de la dignité comme référence sociale. C'est une nouvelle élite qui a ses valeurs spécifiques. Selon Guy Richard, pour la Bretagne il est possible de parler de véritable « noblesse commerçante ». Peu nombreuse au début du XVIII^e siècle, elle s'étoffe à partir de 1750.

En acceptant de concilier noblesse et marchandise, l'État sacrifie le fiscal à une conception mercantile de la politique. Prêt à payer le prix d'un engagement plus déterminé de la France dans les circuits commerciaux, il met en avant l'exemption fiscale pour encourager l'investissement des riches bourgeois. Mais cette exemption ne va pas sans danger. D'abord elle coûte à l'État, donc aux imposés, ensuite, elle remet en cause tout un ensemble de valeurs. Dispenser un marchand, fut-il noble, de la taille, c'est attenter gravement à un ordre social. En choisissant de faire accéder un personnage au rang de noble, le roi a conscience qu'il s'ôte par là même une source de revenu fiscal. C'est en ce sens que le changement opéré est flagrant. Finalement, le roi reconnaît une nouvelle élite. Celle-ci, comme elle est riche et influente, et de plus nécessaire au bon fonctionnement économique du royaume, permet de garantir d'autres avantages pour le roi. Il préfère ainsi s'en faire un soutien politique avant tout.

Cette dilution de l'honneur nobiliaire et de la vertu guerrière dans une conception de la noblesse plus large et moins mystique répond également à une évolution des mentalités, notamment liée à l'influence des Lumières, et bientôt de l'utilitarisme de Bentham³⁶. Le roi préfère distinguer des roturiers liés au bien public, aux progrès qu'ils ont permis d'accomplir dans leurs domaines, pour le profit du royaume tout entier. La valeur est désormais assimilée à la seule vertu civique, qui oblige chacun à collaborer au bien public selon ses propres facultés. Or l'existence même du second ordre est incompatible avec cet élitisme rénové, qui offre à chacun de se dépasser en mettant ses talents au service de tous. Désacralisés, privés de toute légitimité divine, les nobles ne peuvent plus se

(36) La justification par l'utilité est une donnée qui influe sur la pensée du XVIII^e siècle. L'utilitarisme de Bentham pose au premier plan la question du bonheur. Il s'agit, en effet, de construire une « arithmétique des plaisirs » qui permette d'accorder « le bonheur au plus grand nombre ». Au lieu d'opposer l'intérêt commun au plaisir individuel, Bentham affirme que l'intérêt commun n'est pas autre chose que l'intérêt des individus et l'intérêt des individus est la maximisation de la somme des plaisirs, Catherine AUDARD, *Anthologie historique et critique de l'utilitarisme*, Paris, PUF, 1999.

concevoir comme « à part ». Pour beaucoup, ils apparaissent ainsi comme le vestige anachronique d'une époque révolue. La demande de la réunion des États généraux de 1789 explique cette volonté de réforme. Les cahiers de doléances expriment non seulement la volonté de supprimer les privilèges de la noblesse pour résoudre la crise fiscale, mais entendent aussi défendre une universalité du mérite.

Selon Olivier Pétré-Grenouilleau, les négociants sont finalement victimes « d'aristo-tropisme »³⁷. L'attractivité qu'exerce sur eux l'idéal nobiliaire, comme représentation d'une élite, serait telle qu'ils chercheraient à en épouser les contours. « L'analyse de l'attraction exercée par le modèle nobiliaire s'effectue généralement à partir de trois critères. Il s'agit, à travers la politique des alliances, l'achat de charges anoblissantes et de biens fonciers, de mesurer l'importance des formes directes de l'investissement social »³⁸. Les grands négociants nantais remplissent ces trois critères retenus, ils cherchent visiblement à copier le modèle noble. La politique des alliances avec la noblesse est pratiquée par tous, la recherche de l'anoblissement également, et enfin, l'acquisition de biens fonciers vient manifestement couronner un désir de s'ancrer dans la terre. Dans les faits, cet « aristo-tropisme » est patent. Or, en cette fin d'Ancien Régime, on s'aperçoit finalement que la société est en pleine mutation ; cette nouvelle élite est certes noble, mais elle ne retient pas toutes les valeurs du modèle traditionnel, lui-même délaissé partiellement par une partie de la haute noblesse. Les négociants choisissent ce qui les intéresse dans l'offre des références qui s'est diversifiée. Les négociants sont en fait à la recherche d'un nouveau modèle. C'est un glissement en douceur. La monarchie ne parvient pas à adapter l'État à cette évolution sociale, ce qui est sans doute l'une des origines de la Révolution.

Les nouvelles élites sont tiraillées entre leur volonté d'exercer un rôle de contre-pouvoir face à l'État et en même temps la nécessité de lui faire allégeance, car c'est à cet État qu'elles doivent leur promotion. Finalement, la décision de Louis XVI de réunir les États généraux pour trouver des solutions aux crises politique et financière³⁹, offre aux grands groupes sociaux en ascension comme les négociants, mais également les

(37) Olivier PÉTRÉ-GRENOUILLEAU, *op. cit.*, p. 126.

(38) *Ibid.*, p. 127.

(39) L'Assemblée des notables réunie par Calonne en 1787 ayant rejeté le projet de réforme fiscale, la décision de réunir les États généraux apparaît comme l'unique solution aux problèmes fisco-financiers insolubles de la monarchie. Loménie de Brienne puis le retour de Necker aux finances ne font qu'aggraver les choses : les parlementaires restent crispés sur la défense de leurs privilèges et aucune réponse à la crise n'est trouvée.

« professions » comme les avocats ou médecins, la possibilité de se poser véritablement en tant qu'acteurs de la société nouvelle⁴⁰. Fraîchement anoblis, les négociants de l'élite nantaise n'hésitent pourtant pas à œuvrer pour le changement et à renverser la société d'ordres. « À Nantes, Paimparay et Drouin soutiennent les débuts de la Révolution à la fois de leur prestige personnel et de leurs deniers. Au fond, ces anoblis, tout en désirant la noblesse [pour être reconnus comme membre de l'élite de l'Ancien Régime], se retournent contre elle »⁴¹. Il semble que Louis Drouin brûle d'ailleurs ses lettres de noblesse : il fait « déposer par son gendre Bouteiller ses lettres de noblesse sur le bureau du Département, avec prière de les jeter au feu »⁴².

Les grands négociants nantais prennent le parti des patriotes⁴³ : la Révolution bourgeoise en marche (1789-1793)

La Révolution reconnaît dans les premières années l'importance de la fonction économique des négociants. Un certain nombre d'entre eux accepte de participer « au nouvel ordre en remplissant des fonctions publiques »⁴⁴. À Bordeaux, la représentation des négociants dans la municipalité augmente radicalement à partir de 1789 : le premier conseil municipal compte dix négociants et marchands sur vingt conseillers⁴⁵. Ils s'associent également aux sections de quartiers qu'ils habitent – ils figurent parmi les officiers et sous-officiers de la garde bourgeoise. Notons néanmoins que dans la cité girondine, les plus riches ne figurent que rarement parmi les activistes : « Ce n'est pas l'élite du négoce bordelais qui a pris le pouvoir pendant la Révolution »⁴⁶.

(40) Voir notamment Hervé LEUWERS, *L'invention du barreau français (1660-1830)*, Paris, éd. de l'EHESS, 2006, p. 231 et suiv.

(41) Jean MEYER, *op. cit.*, p. 411.

(42) Émile GABORY, *Les Bourgeois dans la tempête : le voyage à Paris des 132 nantais*, Paris, 1933, p. 131.

(43) Le parti national ou patriote, ne représente les ambitions politiques que de l'élite du Tiers, il compte même dans ses membres des nobles libéraux et de hauts ecclésiastiques. Ses membres s'attachent à défendre les droits du Tiers, mais ne sont pas des Républicains, puisqu'ils ne s'opposent pas à la monarchie en elle-même. Nombre de ses membres admirent les systèmes anglais et américain, et souhaitent que la France s'inspire de ces deux modèles : une monarchie limitée, constitutionnelle et représentative.

(44) Alan FORREST, « Le négoce du Sud-Ouest aquitain et la Révolution française », dans Franco ANGIOLINI et Daniel ROCHE (dir.), *Cultures et formations négociantes dans l'Europe moderne*, Paris, Éd. de l'EHESS, 1995, p. 143.

(45) *Ibid.*

(46) *Ibid.*, p. 144.

À Nantes, les premières années de la Révolution permettent aux négociants de s'exercer à la politique. Ils désirent avant tout protéger leurs intérêts et donc leur profession. À ce titre, ils souhaitent se faire entendre et il apparaît que les négociants de l'élite se montrent de chauds partisans du changement dès les prémices de l'épisode révolutionnaire. Même s'ils ne figurent pas parmi les membres du Comité Cottin⁴⁷, ils se trouvent néanmoins régulièrement élus, tant dans les assemblées de commerçants qu'au sein des municipalités nantaises successives, de celle de Kervégan en 1790 à celle de Baco en 1792-1793. Les négociants se rangent effectivement du côté des réformateurs, parce qu'ils sont conscients des modifications à apporter au royaume, mais surtout parce qu'ils veulent protéger leurs intérêts personnels. L'essentiel se joue à l'Assemblée nationale, où Charles Drouin est envoyé en tant que leader du parti patriote. La pratique du commerce est entravée par de trop grandes lourdeurs administratives et de trop grandes disparités entre les différents pays, d'États ou d'élection. Il n'est plus possible que chacun campe sur ses privilèges, il va falloir songer à unifier le royaume⁴⁸. Les négociants de l'élite participent activement aux débats qui ont lieu entre 1789 et 1793. À la différence de la

(47) En novembre 1788, la « commune de Nantes » est créée sous la direction de Jacques Cottin, riche propriétaire de Saint-Domingue. Le comité Cottin, constitué de la haute bourgeoisie d'affaires, devient le moteur de la « Révolution municipale » nantaise. La « Révolution municipale » est un concept dégagé par Georges Lefebvre. Alors que la plupart des villes du royaume connaissent cette révolution urbaine suite au renvoi de Necker mais surtout à la prise de la Bastille, Nantes figure parmi les premières villes à amorcer le changement. Cette prise en main bourgeoise des institutions se fait généralement de façon pacifique : soit la municipalité d'Ancien Régime s'adjoint des notables, soit elle s'efface. Effectivement, cette révolution municipale présente des caractères variés, elle est totale comme à Strasbourg, incomplète comme en Normandie ou inexistante comme à Toulouse, Georges LEFEBVRE, *La Révolution française*, Paris, PUF, 1968, p. 144-145. Voir également Daniel LIGOU, « À propos de la Révolution municipale », *Revue d'histoire économique et sociale*, 1960, p. 146-176. Cette période confuse de quelques mois, voit néanmoins disparaître globalement dans le royaume, l'autorité monarchique. « L'effondrement des pouvoirs d'Ancien Régime dans les villes apparaît comme un des faits qui ont rendu irréversible la marche des événements ». Il faut attendre la mise en place des institutions municipales par la Constituante fin 1789, pour que cette révolution municipale soit terminée et que les villes rentrent dans le droit commun. Les gardes nationales, créées au moment de la révolution municipale, sont cependant maintenues.

(48) Avant les événements révolutionnaires, au milieu des années 1780, Calonne en partisan du changement, avait déjà pointé les faiblesses du royaume : « Le seul remède efficace doit consister à revivifier l'État entier dans tout ce qu'il y a de vicieux dans sa constitution [...] la disparité, l'incohérence des différentes parties de la monarchie est le principe des vices constitutionnels qui énervent ses forces et gênent son organisation. Un royaume composé de pays d'états, de pays d'élections, de provinces étrangères les unes aux autres, où des barrières multipliées dans l'intérieur séparent et divisent les sujets du même souverain, où certaines contrées sont affranchies [...] où les privilèges rompent tout l'équilibre, où il est impossible d'avoir une règle constante [...] est un royaume imparfait, qu'il est impossible de gouverner », Joël CORNETTE (dir.), *La Monarchie entre Renaissance et Révolution – 1515-1792*, Paris, éditions du Seuil, 2000, p. 197.

période précédente, leur engagement commercial et municipal est simultané puisque l'enjeu politique est primordial.

La lutte pour la défense du commerce se retrouve dans l'action menée par les négociants au sein des diverses assemblées professionnelles qu'ils maintiennent en dépit des événements. Car au final, l'essentiel de cette lutte est d'empêcher qu'on abolisse l'esclavage, ce qui ruinerait la traite, et d'éviter que Saint-Domingue ne devienne autonome, ce qui mettrait à néant leur commerce si fructueux. Néanmoins, dès les premières heures de la Révolution, le Général du Commerce de Nantes⁴⁹ est obligé de procéder à quelques modifications de son règlement pour s'adapter aux pressions du parti patriote – qui représente un ensemble social diversifié voulant faire changer les choses politiquement –, et devient le Comité provisoire de Commerce. Ce comité est composé de 12 négociants et marchands qui retirent aux juges-consuls la délégation de pouvoir qu'ils lui ont toujours donnée⁵⁰. Parmi les premiers élus, nous trouvons Pierre-Joseph Lincoln aux côtés de Dobrée, Riedy ou encore Gerbier. Bouteiller est également élu, mais il préfère s'excuser et laisser la place aux plus jeunes. Et effectivement, on s'aperçoit que les meneurs du commerce appartiennent en général, comme Lincoln, à la première génération familiale lancée dans le commerce. La Révolution est donc l'occasion pour ces nouveaux venus de s'engager pour défendre leurs idées. Le but de ce Comité provisoire est de veiller à la protection des intérêts nantais en influençant favorablement l'action réformatrice de l'Assemblée nationale. Cependant, c'est en fait le Général du Commerce dans son institution qu'il faut réformer, puisque le comité se révèle finalement incapable de faire face aux responsabilités qu'il voulait assumer⁵¹. Ainsi, semble-t-il nécessaire de participer maintenant à la création d'une véritable Chambre de commerce. L'assemblée des négociants vote à l'unanimité sa création en 1791. Cette Chambre de commerce prend donc la place du Comité provisoire. La défense de leurs intérêts a toujours figuré parmi les premiers engagements des négociants

(49) Le Général du Commerce à Nantes est en fait une institution corporative coutumière en charge des intérêts du négoce. Nantes ne possède pas de chambre de commerce sous l'Ancien Régime, cette institution s'est développée en marge du pouvoir royal.

(50) C'est le problème de la composition du Général du Commerce qui se pose en premier lieu. Le 1^{er} avril 1789, les juges et consuls décident d'admettre à l'assemblée d'élection de ce comité, les marchands et capitaines de navire qui en avaient toujours été rejetés. Cette mesure révolutionnaire met fin à leur ostracisme. Cela est issu d'une volonté d'ouverture sociale, dans la logique du mouvement patriote.

(51) André BOVAR, *La Chambre de Commerce et d'Industrie de Nantes 1700-1987*, Saint-Herblain, Cid éditions, 1990, p. 19.

vis-à-vis du pouvoir central. Cette nouvelle organisation du négoce est basée sur l'égalité de représentation. 17 administrateurs du Commerce sont élus, mais sans légitimité aucune, puisque l'Assemblée nationale n'a pas donné son approbation. Ainsi, Charles Drouin, pressenti pour devenir administrateur refuse le poste, comme d'autres, pour des raisons de légitimité politique.

Plus encore, les décisions prises par l'Assemblée nationale constituante en 1791 semblent vouloir mettre à mal le pouvoir que les négociants ont acquis vis-à-vis de l'État depuis le début du XVIII^e siècle. Mais le décret d'Allarde de mars 1791, au nom du libéralisme intégral, est plutôt favorable aux négociants. Interdisant les associations professionnelles et autorisant la liberté du travail, cette loi complétée par la loi Le Chapelier, est avantageuse pour les milieux d'affaires qui ne peuvent certes pas s'associer, mais qui ne rencontrent pas non plus en face de coalitions ouvrières ou d'oppositions de force dans le monde du travail⁵². De plus, forcés d'annuler la création de leur chambre de commerce, les négociants nantais trouvent finalement une parade et érigent une nouvelle forme associative originale visant à protéger leurs intérêts : la Société d'agriculture et de commerce, qui naît mi-1791⁵³. Cette assemblée récuse toute filiation avec le Général du Commerce et se fait répertorier parmi les sociétés populaires. Face aux graves menaces pesant sur le commerce nantais, il paraît nécessaire aux négociants de s'unir pour affronter le péril commun – on apprend en octobre 1791 le soulèvement des gens de couleur à Saint-Domingue. Louis Drouin et Guillaume Bouteiller, pourtant assez âgés à cette époque (respectivement 69 et 79 ans), se trouvent impliqués dans les débats de la Société d'agriculture et font même partie des membres permanents, aux côtés des Chaurand, de Lincoln et d'autres nouvellement venus⁵⁴. Cette société dispose de représentants officiels, comme un président, mais elle fonctionne également grâce à des commissions de spécialistes, chargées de travailler sur des questions spécifiques. Toutes les divisions politiques ou sociales sont effacées, les

(52) C. DUCOULOUX-FAVARD, « La loi Le Chapelier et la liberté du commerce », *Révolution et Économie : La Révolution française : Essor ou blocage économique ?*, Association des Professeurs d'Histoire et de Géographie, n° 327, 1990, p. 229-235.

(53) Afin de s'assembler légalement, les négociants demandent l'autorisation de la municipalité, qui leur accorde sans problème la constitution de la Société d'agriculture et de commerce, tout en sachant que cette société est en quelque sorte une résurgence de l'ancien regroupement corporatif des négociants. Maurice QUÉNÉT, *op. cit.*, p. 392.

(54) Pierre-Joseph Lincoln en est le trésorier en 1791, puis le président en 1792. Charles Drouin est à son tour élu président en 1793.

négociants œuvrent de concert pour le maintien de leurs intérêts⁵⁵. Alors que les prémices de la Révolution permettaient d'envisager une ouverture des institutions commerciales aux négociants et marchands de plus faible envergure, on s'aperçoit qu'en 1793 les anciennes élites du négoce sont toujours présentes dans les instances dirigeantes⁵⁶. « Les héritiers de dynasties commerçantes se considèrent eux-mêmes et sont considérés par leurs contemporains comme les chefs naturels du commerce local »⁵⁷. Le désastre des événements des îles touche durement, dès 1792, les négociants, mais également les voiliers, charpentiers et plus largement tout le monde du travail en lien avec l'activité portuaire de Nantes⁵⁸. Les nouveaux représentants du commerce élus au début de la Révolution – comme les membres du Comité Cottin – sont délaissés, au profit des membres des grandes familles traditionnelles, hommes d'expérience et fortunés⁵⁹. Avec l'aggravation des problèmes coloniaux, on assiste à un retour des vieilles élites négociantes comme Drouin ou Bouteiller. La seconde élection de juillet 1792 porte d'ailleurs Pierre-Joseph Lincoln à la présidence.

En plus de maintenir leur domination sur le commerce nantais comme sous l'Ancien Régime, les négociants de l'élite investissent également le corps municipal. Sous l'Ancien Régime, la municipalité est verrouillée par la cooptation pour l'éligibilité et demeure sous le contrôle de l'intendant pour la nomination des élus. Aussi la Révolution offre-t-elle la possibilité de recomposer le pouvoir municipal et de faire voler en éclats le vieux système soumis à la tutelle monarchique. Le 28 juillet 1789, il est convenu de nommer « provisoirement un comité d'administration, qui arrêtera avec le bureau, ce qu'il convient de faire pour assurer la tranquillité en cette ville »⁶⁰. Ce comité permanent, qui doit siéger aux côtés des membres de la municipalité, agit comme un véritable groupe de

(55) AD Loire-Atlantique, C 585, commissions dans lesquelles les membres de la Société d'agriculture et de commerce travaillent : 1) Ouverture et gestion d'une souscription, 2) Achat et acheminement d'armes pour la colonie, 3) Rédaction d'une lettre au Roi.

(56) « Cette société populaire en principe ouverte à tous, est en fait assez fermée puisque les futurs adhérents doivent être présentés ou soutenus par 6 membres, qu'un scrutin doit les admettre, qu'ils doivent payer un droit d'entrée et une cotisation annuelle ». On constate le maintien de l'importance des réseaux relationnels, André BOVAR, *op.cit.*, p. 20.

(57) Maurice QUÉNÉT, *op. cit.*, p. 421.

(58) Samuel GUICHETEAU, *La Révolution des ouvriers nantais. Mutation économique, identité sociale et dynamique révolutionnaire (1740-1815)*, Rennes, PUR, 2008.

(59) André BOVAR, *op.cit.*, p. 21.

(60) Alexandre PERTHUIS et Stéphane DE LA NICOLLIÈRE-TEJEIRO, *Le livre doré de l'hôtel de ville de Nantes*, Nantes, Imprimerie Jules Grinsard, 4 vol., 1873, t. 1, p. 447.

pression, incarnant les idéaux politiques du parti patriote. Le nombre de personnes le composant est fixé à 31, dont 5 sont choisies parmi les messieurs du commerce. Charles Drouin de Parçay est de ceux-là. Ce dernier, avant même de faire partie de la municipalité révolutionnaire, est déjà très actif au sein du parti patriote. Il est en effet député à l'Assemblée constituante en juillet 1789, pour porter une adresse de félicitations pour le serment du Jeu de paume⁶¹, au nom de la ville de Nantes, et « la féliciter sur la réunion des trois ordres. Il obtient les honneurs de la séance pendant son séjour à Versailles »⁶². Sa jeunesse, au regard de Louis Drouin ou encore de Guillaume Bouteiller – il est né en 1753 –, a pour corollaire sa vitalité lors des épisodes révolutionnaires. En effet, les deux grands du négoce nantais sont plus que sexagénaires au moment des troubles, ce qui explique leur relatif retrait des institutions mises en place, comme celle de la garde nationale par exemple. Néanmoins, cela ne les empêche pas de soutenir activement les débuts de la Révolution, n'en déplaise à certains, comme l'auteur de ce pamphlet anonyme : « M. Bouteiller est reconnu pour être le plus riche négociant de toute la province. Sa fortune s'élève, dit-on, à 6 millions » ; qui est aussitôt contré par une réponse cinglante, également anonyme : « Je me crois permis de vous demander de quel droit vous avez mis M. de Bouteiller en scène. Est-ce pour vous venger de ce qu'il a le courage, malgré sa noblesse et sa grande fortune, de reconnaître la justice des réclamations du Tiers ? »⁶³ L'engagement des négociants de l'élite comme Bouteiller ou Drouin, notamment au sein du parti patriote dont Charles apparaît comme l'un des leaders, est ainsi particulièrement probant.

L'année 1790 permet l'élection et la mise en place d'une municipalité élargie, composée du maire, de ses officiers municipaux et des 24 notables qui les secondent. Les négociants nantais étudiés, principalement Charles Drouin, apparaissent comme membres de la première municipalité constitutionnelle de Nantes. À Nantes, le nouveau maire élu à la suite de Pierre Richard de la Pervanchère – lieutenant civil et criminel au Présidial, puis conseiller d'État en 1788 et fils de Georges Richard, grand

(61) Guy CHAUSSINAND-NOGARET et Louis BERGERON (dir.), *Grands notables du Premier Empire*, Volume n° 8 concernant le Loir-et-Cher, l'Indre-et-Loire et la Loire-Inférieure, notice sur la Loire-Inférieure rédigée par Béatrix GUILLET, Paris, éditions du CNRS, 1982, p. 95.

(62) AN, Fonds de la légion d'honneur, L 0806073, état des services de Charles Drouin.

(63) Brochure intitulée *Les demandes du Tiers sont-elles fondées ? La noblesse a-t-elle tort ?* Cette brochure est publiée en 1788 pendant les luttes qui marquent les revendications du tiers état, cité par René KERVILER, *Répertoire général de bio-bibliographie bretonne*, tome III, Mayenne, Joseph Floch, 1890, p. 71.

armateur et négociant de la fin du XVIII^e siècle –, est Christophe-Clair Danyel de Kervégan, un négociant. Nous ne trouvons désormais plus d'échevinat ni de consulat – ni de jurats ou de capitouls –, le titre de maire est seul conservé; tous les citoyens élus pour le seconder doivent porter dans tout le royaume le nom d'officiers municipaux. L'installation de Kervégan en tant que maire a lieu en février 1790. Parmi les officiers municipaux, se trouvent le neveu et associé de Louis Drouin, Charles Drouin, ainsi que d'autres négociants comme Riedy ou Dobrée. Parmi les notables élus qui composent le conseil général de la commune, figurent Guillaume Bouteiller et Pierre-Joseph Lincoln⁶⁴. Alors que les grands négociants boudent les fonctions municipales sous l'Ancien Régime, il est intéressant de constater leur participation accrue dès 1789. Celle-ci reste d'ailleurs effective jusqu'à l'automne 1793.

Les décrets de l'Assemblée nationale ordonnent le renouvellement des municipalités par moitié tous les ans. En décembre 1790, comptent toujours parmi les notables Lincoln et Bouteiller ainsi que Charles Drouin, également officier municipal. Ce dernier s'y trouve encore le 14 novembre 1791, lorsque Pierre-Guillaume Giraud du Plessis est élu maire, suite au refus de Kervégan d'assumer un second mandat. Le 10 décembre 1792, René-Gaston Baco de la Chapelle est élu. Les origines socioprofessionnelles de Giraud du Plessis et Baco, tous deux juristes, nous permettent de constater un certain retour à la norme d'Ancien Régime. Jusqu'en 1793 les négociants, favorables à la Révolution, sont majoritaires dans la municipalité Baco qui prend des mesures rigoureuses contre l'insurrection vendéenne, et tient à appliquer et faire appliquer les lois et décisions du gouvernement révolutionnaire. En 1792, quoique faisant toujours partie de la municipalité et également capitaine de la garde nationale, Charles Drouin devient également membre de l'administration des hôpitaux de Nantes, et particulièrement administrateur de l'hôpital général du Sanitat, « où de ses propres fonds, il sauve 1 300 individus des horreurs de la famine »⁶⁵. La municipalité est dissoute en octobre 1793 suite à une rupture avec la Convention.

(64) Le conseil général de la commune correspond à la municipalité élargie comprenant les notables, voir Anthony LE BOUËDEC, *Les élites municipales de Lorient pendant la Révolution, 1789-1799*, mémoire de maîtrise d'histoire, Université de Lorient, 2003, p. 44.

(65) AN, Fonds de la légion d'honneur, L 0806073, Charles Drouin né le 16 septembre 1753, mort le 2 novembre 1837 est fait chevalier de la légion d'honneur le 26 octobre 1832. État des services de Charles Drouin.

Les négociants nantais de l'élite, maîtres du Général du Commerce et indirectement de la municipalité nantaise sous la monarchie d'Ancien Régime, puis titulaires de mandats politiques et électoraux au début de la Révolution, parviennent à maintenir leur pouvoir au niveau local jusqu'en 1793. La Révolution bourgeoise en marche correspond à leurs désirs et s'inscrit pleinement dans leur conception libérale de l'économie et de la société. L'esprit de la nouvelle noblesse commerçante est contestataire, et les grands négociants soutiennent de leur prestige les débuts de la Révolution. Les négociants acceptent le passage de la monarchie à la République en septembre 1792. Néanmoins, le pragmatisme est un moteur indéniable de leur investissement patriotique. Ils ont tout à gagner des changements qui peuvent s'opérer et des libertés à espérer – de propriété, de commerce. Les États généraux s'étant formés en Assemblée nationale constituante à l'été 1789, la France est désormais une nation souveraine, peuplée de citoyens. Toutefois, il s'agit d'une démocratie au suffrage restreint, dit suffrage censitaire. Les négociants font donc partie du contingent des électeurs et des éligibles, et cette tournure bourgeoise prise par la Révolution leur convient tout à fait. S'il participe de l'esprit patriote, le haut négoce ne fait cependant pas réellement partie des politiques. Les plus grands négociants demeurent des entrepreneurs pour lesquels les conséquences des événements sur le commerce restent leur plus importante préoccupation. Ce sont les négociants de moindre importance qui dirigent le mouvement révolutionnaire nantais, même si les grands comme Bouteiller, Drouin ou les frères Chaurand, ne sont pas mis à l'écart comme à Saint-Malo. En effet, les négociants de l'élite sont des notables libéraux, des patriotes de 1789, constamment élus parmi les représentants du commerce et de la municipalité sous la Révolution. Le patronage symbolique des grands est essentiel, à l'image de leur retour en force avec la montée des difficultés suite aux problèmes à Saint-Domingue à partir de l'été 1791. Ils sont néanmoins suspectés d'opinion girondine ou fédéraliste, notamment à partir de l'exécution du roi en janvier 1793 et au moment de la prise de pouvoir de la Montagne. Le décret du 21 mars 1793 crée les comités de surveillance révolutionnaires chargés de dresser les listes des « suspects » ou tièdes révolutionnaires. L'action de ce comité entrave les décisions de la municipalité nantaise et provoque une épuration de celle-ci⁶⁶.

(66) Le titre de maire disparaît un instant pour faire place à celui de président de l'administration municipale. Il faut attendre la loi du 28 pluviôse an VIII (17 février 1800) pour voir toutes les communes retrouver un maire, un ou plusieurs adjoints et un conseil municipal.

Même si les négociants de l'élite à Nantes ont participé à la Révolution au niveau local, leur caractéristique commune est finalement la prudence politique et la modération. Leur implication au sein des municipalités est restée somme toute mesurée et sélective. Mais loin d'enterrer les ambitions des anciennes élites, la Révolution leur a permis de s'adapter et de revenir au premier plan le moment venu. Les négociants, au début du XIX^e siècle, apparaissent comme une composante de la bourgeoisie des notables. Finalement, l'Empire permet de réaliser, grâce aux « masses de granit », une fusion partielle entre la noblesse ancienne pluriséculaire, les anoblis et les bourgeoisies d'affaires et du service de l'État. L'Empire institutionnalise le passage d'une société encadrée par des nobles, à une société encadrée par des notables⁶⁷. La Révolution et l'Empire répondent aux aspirations de la bourgeoisie : créer une noblesse personnelle, marque de la réussite individuelle.

Laure Pineau-Defois

Post-doctorante au LEMNA, Université de Nantes
Maison des sciences de l'homme Ange-Guépin
5 allée Jacques Berque
BP 12105
44021 Nantes cedex 1
Laure.pineau-defois@univ-nantes.fr

(67) Voir Natalie PETITEAU, *Élites et mobilités : la noblesse d'Empire au XIX^e siècle (1808-1914)*, Paris, La Boutique de l'Histoire, 1997, p. 32.